

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 20 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- 1) Reste poète Renaud
- 2) Elle est aux ordres depuis le début
- 3) La chute libre ou pas libre ?!
- 4) Il se peut...il se peut !
- 5) Ils appellent à voter Mélenchon...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Renaud soutient Macron sur scène, son public le siffle



Renaud votera Macron. Photo © AFP

Présidentielle. Le chanteur Renaud a été sifflé par son propre public hier soir, après qu'il a confirmé qu'il voterait dimanche pour Emmanuel Macron, a raconté Le Parisien.

“D'une manière générale je préfère la gauche” lance Renaud à son public. Le chanteur s'est produit hier à l'occasion du 41e Printemps de Bourges. Le Parisien raconte que l'interprète de “Marche à l'ombre”, ou “Morgane de toi” a suscité les protestations de son public au moment où il a décidé de parler de politique, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. “On ne va quand même pas parler politique. Sinon je vais mettre mon tee-shirt Macron président” lance-t-il. Sifflets.

Au mois d'août, il préférait Fillon

Pourquoi Macron ? Il y a quelques jours, il précisait : il est “le seul qui [lui] paraît intègre, le seul sans parti, le seul sans casserole au cul et la seule alternative aux Le Pen et aux Fillon”. Au mois d'août dernier, il tenait pourtant un tout autre discours dans Le Figaro : “Fillon, c'est un mec bien, honnête, je voterais pour lui s'il gagnait la primaire”.

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Myriam El Khomri, touchée, pas coulée

Par Laure Bretton, Photo Remy Artiges



Myriam El Khomri le 7 avril dans le XVIIIe arrondissement de Paris, où elle est candidate aux élections législatives. Photo Remy Artiges pour Libération

Etoile montante du PS tombée en disgrâce, la ministre du Travail assume son bilan et brigue la députation dans le XVIIIe arrondissement de Paris, face à une gauche qui veut prendre sa revanche.

Son doigt pointe vers le poing et la rose socialistes imprimés dans un petit coin de son tract de campagne. «Vous avez vu, moi, je le mets, le logo», plaisante Myriam El Khomri, attablée à une terrasse du XVIIIe arrondissement de Paris, à l'ombre de la butte Montmartre. En juin, c'est dans ce bastion de gauche qu'elle, la ministre incarnant la fracture ultime du quinquennat, espère être élue députée. Il y a un an pile, des centaines de milliers de personnes descendaient dans la rue pour demander le retrait de «sa» loi travail. Depuis, la majorité a fini d'exploser, François Hollande a renoncé, un frondeur patenté brigue l'Elysée sous les couleurs du Parti socialiste et Emmanuel Macron, qui a fait dérailler la réforme du code du travail en la truffant de totems libéraux l'an dernier, a une chance de devenir président.

Très compliquée pour tous les candidats socialistes, l'équation semble presque impossible pour Myriam El Khomri. Quel PS représente-t-elle ? Celui de Manuel Valls, qu'elle a soutenu à la primaire, ou celui de Benoît Hamon, qui promet d'abroger sa loi s'il est élu ? Et en cas de victoire de Macron, pourrait-elle se mettre en marche derrière un candidat qui promet de réformer le code du travail à coup d'ordonnances, quand elle s'est échinée à tenir les deux bouts du dialogue social pendant ses vingt mois au ministère du Travail ?

Juste avant le premier tour, la benjamine du gouvernement s'en tire par le minimum syndical des socialistes en plein réflexe de survie : «J'ai des divergences avec Benoît Hamon mais je suis loyale à mon parti. Je n'aurai aucune expression publique qui pourrait nuire au candidat.» Et c'est tout. «Ma loyauté est quand même plus sympa que celle de Montebourg», a-t-elle fait remarquer récemment à ses proches, allusion au numéro de claquettes rageur de l'ancien ministre du Redressement productif dans le dos de Hamon lors du déplacement du 7 avril en Saône-et-Loire.

Elle ne dit rien contre Hamon mais surtout rien de son bulletin de vote. Dans cette dernière semaine, «le vote utile joue chez plein de gens, même chez des hamonistes convaincus», fait valoir l'un de ses proches.

Madame Loyalissime

Officiellement, les formes sont donc respectées mais sur le fond, les désaccords avec Hamon sont profonds. Au nom d'un pragmatisme rebaptisé «gauche des solutions», celle qui s'est battue pour élargir la «garantie jeunes» - parcours d'accès à l'emploi et à la formation - ne peut adhérer à ce qu'elle appelle la «fin du travail» sur laquelle Hamon aurait bâti son «revenu universel d'existence».

Pour elle, une allocation sans accompagnement, ça ne fonctionne pas. Derrière le paravent d'une campagne présidentielle qui la «glace» tant elle est teintée de «dégagisme» et d'euroscpticisme, les plans sociaux continuent, son boulot au ministère du Travail aussi. François Hollande reste au taquet, transmettant ses dernières volontés par SMS pour figoler son bilan jusqu'à la dernière seconde. «J'ai toujours trouvé étonnant qu'on dise qu'il n'avait pas d'autorité : quand vous êtes la ministre chargée de l'inversion de la courbe du chômage, vous savez qu'il en a un paquet», glisse Myriam El Khomri, venue au gouvernement via le socialisme municipal parisien.

Le Président la repère au début de l'été 2014. S'invitant au dîner d'anniversaire de Daniel Vaillant, qui vient de rendre son tablier de maire du XVIII^e arrondissement, Hollande passe la soirée sur la terrasse à écouter cette jeune élue proche de Bertrand Delanoë et d'Anne Hidalgo lui parler sécurité et quartiers populaires. Elle s'enflamme pour les conseils citoyens, défend les salles de shoot et les caméras de surveillance. «C'était une sorte de coup de foudre politique», s'amuse un conseiller élyséen.

Un mois plus tard, El Khomri devient secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville, avant d'être promue au poste, le plus casse-gueule d'entre tous, de ministre du Travail en septembre 2015. A 37 ans, sans expérience des questions sociales et pile quand le Président est à la recherche de la dernière grande réforme pour parachever son quinquennat de redressement. «Myriam ira loin», promet aujourd'hui le chef de l'Etat, qui loue ses capacités de résistance et choisit soigneusement ses héritiers à l'heure du départ, après cinq années de centrifugeuse pour la nouvelle génération socialiste. «Myriam est brillante mais Hollande l'a nommée trop vite trop haut, analyse un dirigeant du PS. Il a voulu en faire un symbole, la jeunesse, la parité, la diversité. C'était trop, et il l'a grillée.»

La ministre, qui goûtait peu les choix économiques et budgétaires du début du quinquennat quand elle était dans l'équipe Hidalgo, se vit en Madame Loyalissime depuis qu'elle a intégré le gouvernement. Même la déchéance de nationalité ne l'a pas fait dévier de son axe. Montant et descendant les pentes du XVIII^e arrondissement, terrain de jeu préféré d'Amélie Poulain grêlé de grosses poches de précarité, elle fait campagne sur le bilan de Hollande, qui déchire la gauche. «Le CICE, c'est quand même un gros plus», lui avoue un bistrotier de la rue Lamarck qu'on croirait sélectionné par Marcel Béliveau pour une caméra cachée tant sa relecture du quinquennat est positive. Une fois cette présidentielle folle terminée, les choses vont se corser.

En 2012, le député PS du cru, Christophe Caresche, a été réélu avec 69,2 % des suffrages. Une circonscription en or sur le papier. Sauf que toute la gauche veut sa revanche, sur le quinquennat et la loi travail. En décembre, Myriam El Khomri a décroché l'investiture socialiste d'un cheveu. Depuis, Caroline De Haas, instigatrice de la pétition contre la loi El Khomri qui a recueilli un million de signatures au printemps 2016, s'est parachutée sur la butte avec l'étiquette écologiste. Comme elle, Paul Vannier, candidat de La France insoumise, jure la perte de la ministre : «Elle symbolise tout ce avec quoi nous voulons rompre. La pression à la baisse des salaires, la toute-puissance des patrons, le contournement des syndicats.» La socialiste feint la sérénité : «Une armada de procureurs va débarquer dans le XVIII^e. Moi, je ne dérive pas d'un poil : pas d'ennemi à gauche, de la rigueur et du terrain.» Qu'elle a quand même bien dégagé avant d'entrer en campagne, regrettant par exemple par voie de presse d'avoir dû intégrer l'assouplissement du licenciement économique dans sa loi sous la pression combinée de Matignon et Bercy : «Une erreur», a-t-elle déclaré. Mais le reste du texte et du bilan sont à ses yeux «respectables», un adjectif qu'elle affectionne tout particulièrement, comme s'il parlait d'elle en plein examen de conscience. «Respectables» le CICE, le socialisme de l'offre, l'augmentation de certaines bourses et la création de la prime d'activité qui a contourné la revendication historique d'une augmentation du smic. «On a été utiles pour les plus fragiles, c'est tout ce qui compte», se défend la candidate même si cela ne suffira pas aux yeux de beaucoup. Mardi, Anne Hidalgo, qui a rebaptisé son ancienne protégée la «ministre du 49.3», a tenu une conférence de presse avec les candidats aux législatives à Paris. Sans Myriam El Khomri,

mais avec Nawel Oumer, que le PS a pourtant choisi de faire sauter pour investir Cécile Duflot.

«Évitement scolaire»

Née à Rabat d'un père marocain et d'une mère bretonne, élevée entre Tanger, le Finistère et les Deux-Sèvres, élève boursière «cinquième échelon», Myriam El Khomri a travaillé pendant toutes ses études, vendant des maillots de bain à Lacanau ou aidant son père dans son atelier de reprographie à Bordeaux. Ses deux filles sont aujourd'hui scolarisées dans le public, en réseau d'éducation prioritaire dans le XVIIIe, où les bobos cohabitent avec des quartiers populaires «se posent la question de l'évitement scolaire dès la maternelle. Alors pour mon procès en trahison de la gauche, on peut y aller». La rumeur veut que Bertrand Delanoë, qui soutient Macron, ait fait des pieds et des mains pour qu'elle décroche une investiture En marche. Un baiser de la mort pour celle qui s'essaie à la synthèse de campagne, ni sociale-libérale ni gauche radicale. «Macron peut lui faire une fleur en n'envoyant personne ou en choisissant une bille», théorise le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis. L'éparpillement des voix de gauche pourrait jouer en faveur de la socialiste, qui mise sur sa notoriété locale loin de l'hostilité nationale. Elle vit dans le XVIIIe, dont elle récite les noms de rue et d'associations, se rencarde sur l'apprenti boucher du coin ou l'installation d'urinoirs sous le Sacré-Cœur. Une habitante du quartier Blémond la croise. «On se connaît, non ? On s'est croisées au hammam ? Vous êtes conseillère à Pôle Emploi ? Puéricultrice à la crèche ?» l'interroge-t-elle, avant de se souvenir que c'est à la télé qu'elle a repéré ce visage jeune et métissé. Au milieu de ce capharnaüm politique, son père s'est mis à la généalogie, plongeant dans les racines bretonnes de ses trois enfants. D'où il ressort que Myriam El Khomri serait une cousine (très) éloignée de Benoît Hamon. Le lien génétique est aussi ténu que la connexion idéologique, mais la ministre revendique un patrimoine géologique commun avec le candidat de son parti : «Moi aussi, je suis faite de granit.»

Laure Bretton Photo Remy Artiges



III) Comment Benoît Hamon en est-il arrivé là?

Crédité de 7 à 8% dans les sondages, le candidat socialiste joue le tout pour le tout avec un grand rassemblement place de la République à Paris.

Alexandre Boudet
Journaliste politique au HuffPost



Gonzalo Fuentes / Reuters
Benoît Hamon est cinquième dans les intentions de vote.

PRÉSIDENTIELLE 2017 - C'est comme s'il n'y avait pas eu de primaire. Comme si Benoît Hamon était resté scotché au score que les sondages lui donnaient au milieu du mois de janvier. L'ancien ministre de l'Éducation était donné à 7% dans les intentions de vote au premier tour de la présidentielle. Son porte-parole Pascal Cherki s'amusait alors de ce chiffre qu'il jugeait formidable. "7% avant d'être investi, ça fait au moins 20% en projection une fois la primaire remportée", souriait alors le député de Paris.

Seulement deux mois après cette confiance, le score du candidat socialiste ne fait plus rire personne rue de Solferino ou à son QG près de la place de la République. Car s'il a bien connu un pic au lendemain de sa victoire contre Manuel Valls, Benoît Hamon a ensuite glissé dans un dangereux toboggan qui l'a ramené au point de départ. Le voici, à quatre jours du premier tour, encaîmé entre 7 et 8%, très loin du quatuor de tête qui se bat pour la qualification au second tour aux environs de 20%.

Mais en s'aidant d'une bonne dose de méthode Coué, le député des Yvelines ne s'avoue pas vaincu. "On nous promet l'enfer mais le paradis est encore en vue", veut-on encore croire dans son entourage. La preuve, il organise ce mercredi soir ce qui doit être le plus gros événement de la dernière semaine de campagne, tout candidat

confondu. Il espère réunir place de la République à Paris (là où Jean-Luc Mélenchon a construit sa dynamique avec 100.000 partisans revendiqués le 18 mars) plusieurs dizaines de milliers de soutiens pour une soirée festive où des concerts alterneront avec des prises de parole d'intellectuels (sociologues, économistes et philosophes) avant un discours du candidat.

Si son équipe y voit le meeting de la dernière chance, cela s'apparente plus à un baroud d'honneur pour achever une campagne qui aura mis en lumière autant l'état de délabrement du PS que l'incapacité de l'ancien frondeur à imposer sa candidature dans une présidentielle hors-norme.

"On n'a pas eu assez de temps"

"La campagne parfaite c'est celle qui mène à la victoire. Dimanche soir, il y aura déjà trois candidats dont on dira qu'ils n'ont pas fait la bonne campagne", analyse Alexis Bachelay qui refuse de dire que son champion s'est trompé. "On n'a pas parlé de fond dans cette campagne, et c'est bien dommage car c'est lui qui avait le projet le plus structuré et le plus crédible. Si on regarde les idées qui vont rester de cette présidentielle, je pense que la seule chose neuve, c'est le revenu universel", estime le député des Hauts-de-Seine.

Mais même cette proposition phare qui lui a valu beaucoup d'éloges et de voix pendant la primaire était-elle adaptée à une campagne présidentielle? Et le discours très pédagogique de Benoît Hamon campait-il bien avec les attentes des électeurs? S'il a modifié les contours de sa proposition pour répondre aux interrogations autour de la valeur travail, le candidat n'a pas touché à sa manière de faire campagne. "Une campagne présidentielle, c'est être capable de s'adapter mais on n'a pas eu assez de temps", déplore-t-on dans son entourage où l'on regrette le caractère tardif de la primaire. "Tout le monde connaît un trou d'air mais quand il arrive à ce moment-là, vous n'avez plus le temps", dit un lieutenant.

Comment Bercy a tué son débat des favoris

La seule erreur confessée par Alexis Bachelay, comme plusieurs autres soutiens du premier cercle, est l'enchaînement des 19 et 20 mars. En deux jours, Benoît Hamon jouait très gros mais la séquence a mal tourné en raison d'un échec de stratégie.

"Programmer le meeting de Bercy la veille du grand débat télévisé a été une faute, confie un lieutenant écologiste. Parce qu'aussi bon que fut

ce meeting, et objectivement il l'a été, ce moment a tellement fatigué Benoît qu'il est arrivé éreinté au débat des cinq favoris qui avait lieu le lendemain. Il a été mauvais parce qu'il a laissé les échanges se dérouler sans lui." Or dans cette campagne si atypique, les débats télé ont joué un rôle crucial, que ce soit pendant les deux primaires ou lors de cette présidentielle. Et alors qu'elle devait marquer le début de sa remontée, la séquence a au contraire précipité sa chute.

Car après le croisement des courbes avec Jean-Luc Mélenchon, la fuite de socialistes vers Emmanuel Macron s'est accélérée, marquant une cassure nette entre différents courants du PS que le quinquennat de François Hollande avait déjà mis en lumière et que le frondeur n'est pas parvenu à réconcilier.

"Valls, c'est le Ravailac de cette présidentielle"

S'il avait contenu l'hémorragie dans les premières semaines de sa victoire, Benoît Hamon a vu plusieurs membres de l'aile droite du PS déclarer leur soutien officiel au candidat d'En Marche. Le plus emblématique a été celui de Manuel Valls annoncé le 29 mars. "Il y a une espèce de supplice chinois avec des annonces au compte-goutte mais Valls ça a été l'apothéose. C'est de lui dont les gens parlent sur les marchés, moins de Jean-Yves Le Drian même s'il y a un retentissement en province ou des sous-responsables du PS", remarque Alexis Bachelay.

"Franchement, Valls aurait pu la jouer comme Le Foll en gardant le silence ou même comme Le Guen et faire l'hypocrite en laissant fuiter qu'il voterait Macron mais sans le dire face caméra. Là, faire Bourdin, comme ça, c'est un assassinat politique. Valls c'est le Ravailac de cette présidentielle", confie un autre soutien hamoniste qui n'émet pas de vives critiques sur l'état-major de Solferino. "La direction ne fait pas le maximum mais ne met pas non plus de bâtons dans les roues du candidat. Ce n'est pas comme avec Royal en 2007", veut-il croire.

Le candidat socialiste semble rejeter toute responsabilité dans ce départ de Manuel Valls, pourtant vécu comme un tournant dans cette campagne. "Le soir de la primaire, il a dit qu'il ne ferait pas la campagne et que c'était à Benoît de rassembler. Dès lors, il n'a pas cessé d'oeuvrer à ce rassembler", dit un proche. Ce n'est pourtant pas l'avis de nombre de parlementaires socialistes qui avaient fait le choix de soutenir un autre

candidat pendant la primaire.

"Nous lui avons dit qu'on était à sa disposition mais on n'a jamais eu de coup de fil", déplore un député vallsiste. De fait, l'organigramme présenté au lendemain de la victoire était ouvert aux proches d'Arnaud Montebourg, de Vincent Peillon, de Martine Aubry ou de François Hollande. Mais le seul membre de la garde rapprochée de Manuel Valls intégré a été le sénateur du Val-de-Marne Luc Carvounas.

Quand Hamon a perdu ses rivaux

Idem pour les candidats de la primaire. "Benoît a mis beaucoup trop de temps à réunir le conseil politique dont il avait très tôt annoncé la création. Il a considéré le soutien de toutes les parties prenantes à la primaire comme acquis d'avance mais ce n'était pas le cas", déplore l'un de ses anciens rivaux qui le soutient du bout des lèvres. Même Arnaud Montebourg, qui l'a rallié dans l'entre-deux-tours de la primaire, estime ne pas avoir été sollicité comme il se devait. "J'aurais fait mieux", a-t-il carrément lâché à quelques journalistes en marge d'un déplacement commun en Saône-et-Loire.

Alors à qui la faute? Peut-être un peu à Benoît Hamon qui, aussitôt sa victoire annoncée à la primaire, a engagé des discussions avec Yannick Jadot et a même pris la température du côté de chez Jean-Luc Mélenchon pour envisager une candidature commune. Seulement les négociations ont été longues avec le candidat écologiste pour finalement déboucher sur un ralliement.

Avec son rival de la France insoumise, aucun accord n'a été fait mais un pacte de non-agression implicite a été conclu. Seulement cette stratégie a comme tétanisé le socialiste quand l'eurodéputé a pris son envol. Et quand il a décidé de critiquer les positionnements internationaux du héraut de la gauche radicale, lors du débat à onze, il était trop tard.

huffingtonpost.fr

MAIS AUSSI

Présidentielle 2017: le meeting de la dernière chance pour Hamon

Désormais loin derrière le quatuor de tête dans les sondages, Benoît Hamon a rassemblé une dernière fois ses soutiens ce mercredi 19 avril à Paris, sur la très symbolique Place de la République, avec l'espoir de ramener à lui des électeurs socialistes tentés de voter "utile", pour Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon.



Il donne rendez-vous une dernière fois avant le 1er tour de la présidentielle place de la République, à Paris.
AFP

Challenges.fr La rédaction du site

Désormais loin derrière le quatuor de tête dans les sondages, Benoît Hamon a rassemblé une dernière fois ses soutiens ce mercredi 19 avril à Paris, sur la très symbolique Place de la République, avec l'espoir de ramener à lui des électeurs socialistes tentés de voter "utile", pour Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier meeting se voulait festif et citoyen avec, au menu, un forum associatif où étaient organisés des débats sur la santé, le féminisme, le revenu universel d'existence, le travail ou l'Europe, des concerts, et une prise de parole du candidat socialiste, pendant près de 45 minutes.

La maire de Lille Martine Aubry, et les ministres Najat Vallaud-Belkacem, Emmanuelle Cosse et Thierry Mandon étaient notamment présents, comme l'économiste Thomas Piketty. La maire de Paris, Anne Hidalgo, était absente car en déplacement à Madrid, comme l'ancienne ministre de la Justice Christiane Taubira.

Organisé un mois après la "marche" de Jean-Luc Mélenchon, qui avait vu converger sur la place de la République 130.000 "Insoumis", selon lui, ce rassemblement n'affichait pas les mêmes ambitions. Il a réuni selon les organisateurs 20.000 personnes. "Jean-Luc Mélenchon avait organisé son événement des mois à l'avance, et

c'était un samedi", souligne, lucide, l'entourage de Benoît Hamon, soucieux de désamorcer d'éventuelles comparaisons défavorables. Ce rassemblement tombe également juste avant le match de Ligue des Champions Monaco-Dortmund.

Pour l'ancien ministre de l'Education, l'enjeu n'est plus tant de jouer le match avec le candidat de la gauche radicale, qui le dépasse désormais d'une dizaine de points dans les enquêtes d'opinion, que de passer la barre symbolique des 10% dimanche. "Si on obtient un score à deux chiffres, vu l'état du PS, les trahisons, les reniements, ça voudra dire qu'on a fait une bonne campagne, et qu'on a vraiment un candidat très résilient", affirme le député Alexis Bachelay, membre de son équipe.

"La pire ennemie de la République, c'est l'apathie des citoyens eux-mêmes!", a déclaré Benoît Hamon. Voilà mon appel, qui n'est ni celui d'un César ni celui d'un tribun mais celui d'un des vôtres (...) Citoyennes, citoyens, puisque vos dirigeants ne le sont pas, soyez, vous, à la hauteur! [...] Citoyennes, citoyens, réveillez-vous, parce que vous seuls pouvez éviter un cauchemar pour la France !", a-t-il continué, appelant à un "vote de raison".

Sur la place, la sécurité avait été renforcée, après l'arrestation la veille à Marseille de deux personnes soupçonnées de vouloir commettre un attentat "imminent". Des blocs de béton et des barrières de sécurité avaient été installés, et les forces de l'ordre contrôlaient tous les accès à la place.



Rémi Clément @rclmt
Meeting clairsemé pour @benoithamon. La place de la République est à moitié vide...



Rémi Clément @rclmt
Plus de monde devant l'estrade et une belle photo de famille sur scène #Hamon

IV) Pour son dernier multi-meeting, Mélenchon s'imagine «qualifié»

Par christophe Gueugneau

« Il se peut que nous allions à la qualification. » Le candidat de La France insoumise était à Dijon mardi soir, et dans six autres villes via un hologramme. Attaqué depuis quelques jours sur sa capacité à être démocrate, il a riposté et tenu à rassurer les inquiets en esquissant les contours de ce que serait sa pratique du pouvoir, tournée vers « la justice sociale ».

Dijon (Côte-d'Or), envoyé spécial.- C'est le dernier grand meeting prévu avant le premier tour. Ou plutôt les derniers meetings, Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise, ayant décidé de se produire physiquement à Dijon et, via un hologramme, à Nantes, Montpellier, Clermont-Ferrand, Nancy, Grenoble et Le Port (à La Réunion), pour un coût estimé entre 800 000 et un million d'euros. À cinq jours du vote, son équipe a le sourire, que l'ombre du terrorisme jetée sur cette fin de campagne (après les arrestations à Marseille) fait à peine ciller. La dynamique des dernières semaines, qui a hissé le candidat parmi les prétendants au second tour, ne semble pas s'être essouffée en l'état.

À Dijon, la salle du parc des expositions est pleine (8 000 personnes). Les organisateurs annoncent que les autres salles sont pleines aussi, portant à 35 000 le nombre de personnes réunies devant le candidat ou son hologramme. Sur YouTube et Facebook, alors que le candidat n'était pas encore sur scène, près de 40 000 personnes suivent déjà l'événement.

Au début de son meeting, Jean-Luc Mélenchon a donc tenu, en premier lieu, à adresser sa « solidarité personnelle » à ses « concurrents » visés par des « criminels insensés ». « Jamais nous ne ferons cadeau aux criminels de se diviser devant eux, ils ne nous impressionnent pas », a lancé le candidat. Mais pas question pour lui de mettre le débat entre parenthèses – on découvrira par ailleurs au cours de la conférence de presse du procureur Molins qu'il n'y a pour l'heure aucune indication qu'un candidat ou un autre ait été

particulièrement visé –, au contraire, « redoublons entre nous de polémiques respectueuses », a ajouté Jean-Luc Mélenchon, « pour montrer que rien ne parviendra à bout de notre démocratie ».

Et de démocratie, il en a beaucoup été question durant le meeting alors que, selon le candidat, « il se peut que nous allions à la qualification ». Attaqué notamment par la droite et la presse de droite, qui l'accusent à présent de vouloir faire de la France le Venezuela d'Hugo Chavez, ou par François Hollande qui lui trouve des airs de dictateur, le candidat de La France insoumise s'est évertué pendant l'heure et demie de son discours à rassurer. D'abord en saluant la tribune des 130 économistes publiée dans la journée par Libération, « 130 potentiels ministres des finances ». Ensuite en arguant, pour soutenir son programme, des analyses du FMI, du quotidien Le Monde, qualifié de « grand journal de centre-droit », ou autres experts. Enfin, en reprenant le fil de son programme depuis le début.

https://youtu.be/_oqVpFFS8dl

Pour Jean-Luc Mélenchon, la mère de toutes les batailles est la question écologique. La menace du réchauffement climatique, « qui est commencé », et de la sixième extinction de masse des espèces a montré qu'il n'y a qu'un « seul écosystème compatible avec la vie humaine » et que celui-ci est « en danger ». De ce constat découle, selon le candidat de La France insoumise, tout le reste de son programme, à commencer par « l'intérêt général humain, qui correspond à l'objectif d'harmonie avec la nature ». C'est cet intérêt général humain qui, selon lui, rend insupportable le fait que « 1 % de la population du monde, les plus riches, détiennent autant que 99 % ». « Voilà le scandale », a-t-il lancé à Dijon, déclenchant des huées dans la foule.

À ce « système intrinsèquement pervers et mauvais », Jean-Luc Mélenchon oppose « d'autres valeurs : l'altruisme et la coopération entre les êtres humains et les peuples plutôt que la compétition et la guerre ». Ses adversaires directs, Marine Le Pen pour le FN, François Fillon pour LR et Emmanuel Macron pour En Marche!, n'ont pas été épargnés. D'abord parce que, comme l'a fait remarquer Jean-Luc Mélenchon, aucun d'eux « ne parle jamais d'écologie, c'est comme s'ils ne savaient pas dans quel monde ils vivaient. Ils ne parlent que d'argent ». Surtout parce que leurs

propositions sont opposées à tout ce qu'il prône depuis ses 14 mois de campagne. Emmanuel Macron, notamment, a été vilipendé sur ses propos sur Uber et les dealers. Le candidat d'En Marche! avait suggéré qu'il valait mieux, pour les habitants des quartiers populaires, travailler pour Uber que de choisir d'être un dealer. « Je dis à M. Macron qu'il devrait bien peser ce qu'il dit, en pensant aux gens qui entendent », l'a tancé le candidat de La France insoumise. « Les discriminations au faciès, il y en a assez, a dit plus tard Jean-Luc Mélenchon. La République est une et indivisible. » Puis, toujours sur les quartiers populaires : « L'éducation est un investissement, pas une dépense. »

Toujours à propos d'Emmanuel Macron, le candidat a poursuivi à Dijon : « Cet homme qui vous dit : je voudrais que la France soit une start-up, et puis quoi encore ? Non, la France n'est pas une start-up, pas une entreprise, c'est un peuple. » « Je suis le candidat de l'égalité et de la justice sociale », a-t-il ajouté. Et « non, on ne prépare pas un coup d'État », a-t-il lancé en réponse à une tribune publiée par Le Monde le 10 avril. Pour en convaincre, Jean-Luc Mélenchon a explicité comment il comptait mener de front la mise en place d'une constituante et l'exercice du pouvoir.

« La majorité, ce sera une majorité insoumise, qui s'est engagée à respecter le programme. Je n'ai pas l'intention d'organiser mes propres frondeurs », a expliqué le candidat. Puis de poursuivre : « Il faut que les parlementaires fassent des commissions d'enquête comme par exemple la vente des autoroutes à vil prix. »



Au meeting de Jean-Luc Mélenchon au parc des expositions à Dijon. © CG

Quant au gouvernement, Jean-Luc Mélenchon a estimé qu'il lui faudrait peu de ministres, avec en revanche des « hauts-commissaires » chargés de missions bien précises (lire également son interview au quotidien 20 Minutes). « On n'est pas en train de régler je ne sais quelle synthèse dans un congrès, il s'agit de transformer le pays », a-t-il argué. « La démocratie à laquelle je vous appelle, n'est pas un problème pour nous, c'est au

contraire un atout. Françaises, Français, vous serez invités à voter chaque fois qu'il y a un grand problème », a-t-il poursuivi.

« Les gens, vous avez raison d'être contents », a conclu le candidat, ajoutant : « On nous dit qu'on se rapproche de la qualification. » « Cette affaire a été bien menée », a-t-il encore dit, avant de faire chanter par la foule dijonnaise : « On est là, on est La France insoumise. »

C'était le dernier meeting prévu avant le premier tour, dimanche. Jeudi soir, France 2 a d'ores et déjà annoncé la participation de Jean-Luc Mélenchon à son émission rassemblant les candidats – ils interviendront l'un après l'autre sans débattre –, même si l'équipe de La France insoumise n'a pas encore donné de réponse ferme. Vendredi, les groupes d'appui sont appelés à organiser des apéritifs partout en France, pour, « jusqu'à minuit », heure de fin de la campagne officielle, « convaincre, convaincre, convaincre ». À Dijon, Jean-Luc Mélenchon a annoncé que le leader de Podemos, le parti espagnol né de l'occupation des places publiques, pourrait bien être à ses côtés. Comme un ultime message européen à celui que l'on accuse de vouloir casser l'Europe.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI

Humanite.fr

Le candidat de la France insoumise, soutenu par le PCF et Ensemble, a consacré son dernier meeting à la lutte contre les inégalités et au partage des richesses, mardi soir à Dijon et dans 6 autres villes via des hologrammes.



Jean-Luc Mélenchon : « la majorité sera une majorité insoumise dont les candidats auront pris l'engagement sous la bannière du phi de respecter et d'appliquer le programme. » Photo : Anne-Christine Poujoulat

35 000 personnes ont participé, mardi soir, dans 7 villes différentes (1), aux derniers meetings de campagne de Jean-Luc Mélenchon et de ses hologrammes, selon les organisateurs. Derniers meetings mais « nouveau chapitre », a prévenu Charlotte Girard, co-responsable du projet de la France insoumise depuis Dijon, où le candidat était présent en chair et en os. Après s'être présenté comme le « candidat de la paix » à Marseille, « je suis le candidat de l'égalité et de la justice sociale », a lancé Jean-Luc Mélenchon mardi soir .

« Ce qui est juste est bon pour tous » s'est appliqué à démontrer le candidat citant une étude du FMI qui montre que « plus la fortune des riches s'accroît, plus la croissance est faible » et que « l'assouplissement du marché du travail va de pair avec une inégalité croissante et l'enrichissement des 10 % les plus aisés ». « Ils en concluent que la flexibilité du marché du travail bénéficie aux plus riches et réduit le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres » a-t-il ajouté, ironique. Autre injustice relevée : « 1 % de la population du monde, les plus riches, détiennent autant que les 99 % ». Un phénomène « sans limite » de « prédation » sur « la nature et les êtres humains » en pleine accélération. « A nos yeux, un tel système est intrinsèquement pervers et mauvais, a-t-il tranché. Le moteur de son fonctionnement est la cupidité et la compétition de chacun contre tous.

A quoi nous opposons de toutes autres valeurs : l'altruisme qui est la reconnaissance de la similitude de tout ceux qui nous entourent en droit, et la coopération des êtres humains et des peuples plutôt que la compétition et la guerre ». Et Jean-Luc Mélenchon de dérouler ses propositions à commencer par la protection et le partage des « biens communs » aujourd'hui devenus « la propriété de quelques uns » (avec le passage à 100 % d'énergie renouvelable ou encore

la gratuité des premiers mètres cubes d'eau) ; la lutte contre les inégalités territoriales dans les Dom Tom, dans les quartiers populaires, en particulier par la revitalisation des services publics, notamment l'éducation.

« Le programme commun du peuple ce ne sont pas des choses extraordinaires »

Le candidat s'est aussi particulièrement attardé sur le partage des richesses qui « n'est pas seulement un fait lointain ». Ses adversaires en ont pris pour leur grade à cette occasion. Notamment Emmanuel Macron et sa proposition de conditionner les allocations chômage au refus de deux offres d'emplois maximum : « ça existe déjà (...) dans le texte actuel il est dit "deux offres d'emplois raisonnables". Cela veut dire que ce qu'il propose c'est "deux offres d'emploi n'importe lesquelles" (...) Est-ce que par hasard les règles qu'ils édictent ne seraient pas pile-poil pour répondre à leurs intérêts ? », a-t-il fait mine de s'interroger. Comme à Lille la semaine dernière mais à partir d'un autre exemple, Jean-Luc Mélenchon a pris soin d'expliquer le transfert qui s'est opéré ces dernières décennies « des poches du travail à celles du capital » : « en 1982, vous travailliez 10 jours par an gratuitement pour eux. Maintenant vous êtes rendus à cotiser à leur bonheur personnel - je ne parle pas des résultats financiers des entreprises mais de ce qu'ils prennent pour eux en dividendes - 45 jours par an ». « Décidément ces gens nous coûtent trop cher », a-t-il également taclé avant de développer ses propositions fiscales (lire l'humanité du 14 avril) pour que « tout le monde contribue à la hauteur de ses moyens », rejetant à nouveau « une morale » qui se résumerait à « profite et tais toi », et faisant valoir que les investissements ainsi permis profiteront à tous (« M. Dassault peut prendre le métro s'il roule bien »).

Obligation pour les entreprises de déclarer leurs bénéfices dans les pays où elles les réalisent pour endiguer l'évasion fiscale, retraite à 60 ans, égalité salariale homme femme, le 100 % accessible pour les handicapés (« une des choses qui va relancer l'économie » avec 10 milliards d'investissement) ... Autant de mesures qu'a détaillé Jean Luc Mélenchon. « Le programme commun du peuple ce ne sont pas des choses extraordinaires : pouvoir vivre dignement de son travail, être soigné quand on est malade, pouvoir s'arrêter de travailler quand c'est l'heure... », a-t-il résumé.

Des « ministres qui assument les fonctions essentielles, régaliennes, et beaucoup de hauts commissaires »

Quant à la perspective du premier tour : « il se peut que nous allions à la qualification », a-t-il estimé répondant à nouveau point par point aux attaques des derniers jours (sur l'Europe, le matraquage fiscal...) à propos desquelles il a appelé à « un peu de sérieux ». « Prêt à appliquer les pouvoirs qui lui (seront) confiés par la volonté du peuple » en attendant que l'Assemblée constituante ait achevé la rédaction de la nouvelle Constitution, Jean-Luc Mélenchon a aussi défini sa conception de son éventuelle future majorité : « la majorité sera une majorité insoumise dont les candidats auront pris l'engagement sous la bannière du phi de respecter et d'appliquer le programme. Car naturellement je n'ai pas l'intention d'organiser mes propres frondeurs », a-t-il prévenu. Et il a pour la première fois présenté la façon dont il envisageait un possible gouvernement : avec des « ministres qui assument les fonctions essentielles, régaliennes, et beaucoup de hauts commissaires en mission qui auraient des objectifs » comme la planification écologique, la lutte contre l'illettrisme ou encore la question de l'eau.

(1) Dijon, Clermont Ferrand, Nancy, Grenoble, Nantes, Montpellier, Le Port (La Réunion)

Julia Hamlaoui

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Des intellectuels et artistes américains appellent à voter Mélenchon

Des intellectuels et artistes américains, dont le philosophe controversé Noam Chomsky ou le comédien Mark Ruffalo, ont lancé...



Par AFP

Des intellectuels et artistes américains, dont le philosophe controversé Noam Chomsky ou le comédien Mark Ruffalo, ont lancé mercredi une pétition pour appeler les électeurs français à s'unir "derrière le candidat de gauche le mieux placé dans les sondages", Jean-Luc Mélenchon.

Cette pétition en anglais sur la plateforme MoveOn.org, titrée "France: s'il te plaît, ne réédite pas la tragédie Clinton vs Trump", est portée également par le comédien Danny Glover ou la dramaturge Eve Ensler, auteure notamment des "Monologues du vagin". Les signataires notent qu'"au cours des dernières semaines, le candidat progressiste Jean-Luc Mélenchon s'est élevé dans les sondages et est désormais perçu comme un concurrent sérieux à l'élection présidentielle en France".

"Les sondages montrent également qu'en cas de duel face à Marine Le Pen au second tour, il l'emporterait largement", ajoutent-ils, appelant à garantir "qu'un candidat progressiste soit présent au second tour, pour que les électeurs français n'aient pas à choisir" entre le "libéralisme corporatiste" et le "populisme xénophobe", un "scénario qui a abouti à l'élection du président Trump aux Etats-Unis".

"L'issue de ces élections n'est pas seulement cruciale pour la France, elle est cruciale pour l'avenir de l'Europe et du monde", affirment encore ces intellectuels et artistes.

Le candidat de la France insoumise les a remerciés sur Twitter: "Merci pour votre soutien!/
Thank you for your support!".

La pétition réunissait mercredi soir plus de 5.500 signatures.



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue